

ARRETE MUNICIPAL N° A2022-669
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
BOULEVARD DE LA MER
LE JEUDI 25 AOUT 2022

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande urgente pour des raisons de sécurité de Cœur de Nacre,

Vu la demande urgente (moins de 48 heures) de la Direction des services techniques,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement des travaux de sécurisation de l'épi n°16 en face de la piscine municipale par l'entreprise SAS LAFOSSE ET FILS – 14940 SANNERVILLE, **le jeudi 25 août 2022,**

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise SAS LAFOSSE ET FILS est autorisée à occuper le domaine public, Boulevard de la Mer et sur la plage pour des travaux de maçonnerie afin de sécuriser l'épi numéro 16 en face de la piscine **le jeudi 25 août 2022.**

ARTICLE 2 : Un **balisage sécurisant le périmètre du chantier** sera mis en place par l'entreprise.

ARTICLE 3 : Conformément à la réglementation en vigueur, **toutes substances** susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publique devra être nettoyées.

ARTICLE 4 : La signalisation des chantiers sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire). Elle sera mise en place par l'entreprise.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 7 : Madame Le Maire, Monsieur L'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de Brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif, d'une publication et sera transmis à la Préfecture du Calvados

Fait à COURSEULLES S/MER, le 24/08/2022

Signé le 24/08/2022

Publié le 24/08/2022

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



Francis NICAISE